

## **Des treize cantons du département**

(1813)

## **aux treize dizains du canton**

(1815)

par

Emile BIOLLAY

### **Avant-propos**

C'est d'un même cœur que tous les Valaisans célèbrent cette année le cent cinquantième anniversaire de l'entrée de leur canton dans la Confédération suisse. La joie qui est aujourd'hui la nôtre est sans mélange et ne laisse place à aucun regret. Aussi s'étonnera-t-on peut-être qu'en 1815 nos ancêtres n'aient pas tous salué avec le même enthousiasme cet événement capital, qui devait, pendant un siècle et demi, tenir le Valais à l'écart des effroyables conflits dont l'Europe fut la victime, et maintenir la politique intérieure, sinon dans un état de paix perpétuelle, du moins fort loin des violences révolutionnaires qui ont bouleversé tant d'Etats.

Ce bilan magnifique, nous pouvons le dresser aujourd'hui, avec reconnaissance envers nos pères et envers la divine Providence. Mais, en 1814, les cent cinquante années de paix et de prospérité que nous fêtons, étaient encore dans les limbes du futur. Le Valais, ce bel enfant de l'Helvétie dont tous les Suisses sont fiers maintenant, ne faisait que naître à la vie politique de la Confédération. Et, pour les naissances de ce genre, on n'a encore inventé aucun système d'accouchement sans douleur.

L'accouchement valaisan de 1814-1815 fut pénible, il faut le reconnaître, et il fut long. Au lieu de s'en scandaliser, on doit plutôt s'étonner qu'il n'ait pas été sanglant. Au moment de la campagne de France de 1814 qui précéda la chute de Napoléon,

la situation politique de la Confédération des XIX Cantons n'offrait nullement un tableau admirable. Et la perspective d'entrer dans une nation aussi gravement divisée et qui avait tant de mal à asseoir les bases de sa nouvelle existence politique, cette perspective n'avait en définitive, pour les Valaisans, rien de particulièrement réjouissant.

Ils ont cessé d'être français *de facto* le 26 décembre 1813, et *de jure* le 30 mai 1814, en vertu du premier traité de Paris. Mais cesser d'être français n'entraînait pas le devoir de devenir suisse. Leur premier mariage (forcé) avec la République helvétique, en 1798, avait laissé des souvenirs affreux de guerre civile et étrangère. Au surplus, ce n'est un devoir pour personne de devenir suisse quand il ne l'est pas. Pourquoi les Valaisans n'auraient-ils pas songé à revivre dans cette indépendance qu'ils avaient connue avant 1798, d'autant plus que cette indépendance n'excluait pas l'alliance avec les Suisses ? Pourquoi l'évêque de Sion aurait-il souhaité que ses ouailles fussent politiquement incorporées à un Etat dont la grande majorité des habitants étaient des protestants ? Et, à ces considérations de bon sens, s'ajoutait le fait que la Suisse des XIX Cantons ne témoignait d'aucun empressement à s'agrandir. Il faut dire les choses comme elles sont : ce sont les grandes puissances victorieuses de Napoléon, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la Russie (la Prusse ne s'intéressait guère qu'à sa chère principauté de Neuchâtel), qui ont porté le Valais sur les fonts baptismaux de la Confédération helvétique. Qu'elles en soient éternellement remerciées et louées !

Certes, les Haut-Valaisans (et avec eux l'évêque de Sion) ont commis la maladresse de vouloir rétablir en Valais le statut politique de 1797. Mais c'est, très exactement, ce que voulait aussi le patriciat bernois, pour ne citer que notre puissant voisin. Les prétentions de Leurs Excellences de Berne sur leurs ex-sujets de Vaud et d'Argovie étaient prétentions de gens puissants : elles leur ont valu ce superbe dédommagement qui s'appelle le Jura bernois. Les prétentions, historiquement tout aussi justifiées, des Haut-Valaisans étaient celles de gens faibles : elles leur ont valu, finalement, la perte d'un de leurs propres dizains.

Notre propos est précisément de retracer, dans les pages qui suivent, l'existence des dizains valaisans du 1<sup>er</sup> janvier 1814 au 12 mai 1815. On y verra que, du 1<sup>er</sup> janvier au 23 octobre 1814, le Valais ne connaît pas d'autre division administrative que celle qu'il a héritée de l'Empire français, où, sur les treize cantons du département du Simplon, six sont peuplés de Valaisans de langue allemande. La sagesse, pour le Haut-Valais, eût consisté à demander le maintien du *statu quo*, puisque ce *statu quo* se prolongeait tout naturellement.

Les Haut-Valaisans ne l'ont pas fait. Ils ont voulu imiter l'ours de Berne, qui leur prodiguait des sourires intéressés. Les Bas-

Valaisans, au contraire, ont joué la bonne carte : ils ont répondu avec empressement aux sourires que leur adressaient les ministres plénipotentiaires des puissances alliées. Et ceux-ci ont décidé, le 23 octobre 1814, que le canton du Valais aurait toujours treize dizains, mais un de moins pour le Haut-Valais, et un de plus pour le Bas-Valais. Cependant, cette décision ne sera sanctionnée par une constitution valaisanne que le 12 mai 1815.

Notre développement comprend donc, tout naturellement, deux parties : les treize dizains « napoléoniens » et les treize dizains « des Alliés ». Il est précédé d'une introduction, qui concerne le département du Simplon, et suivi d'une conclusion qui évoque le premier accueil réservé à la constitution du 12 mai 1815.

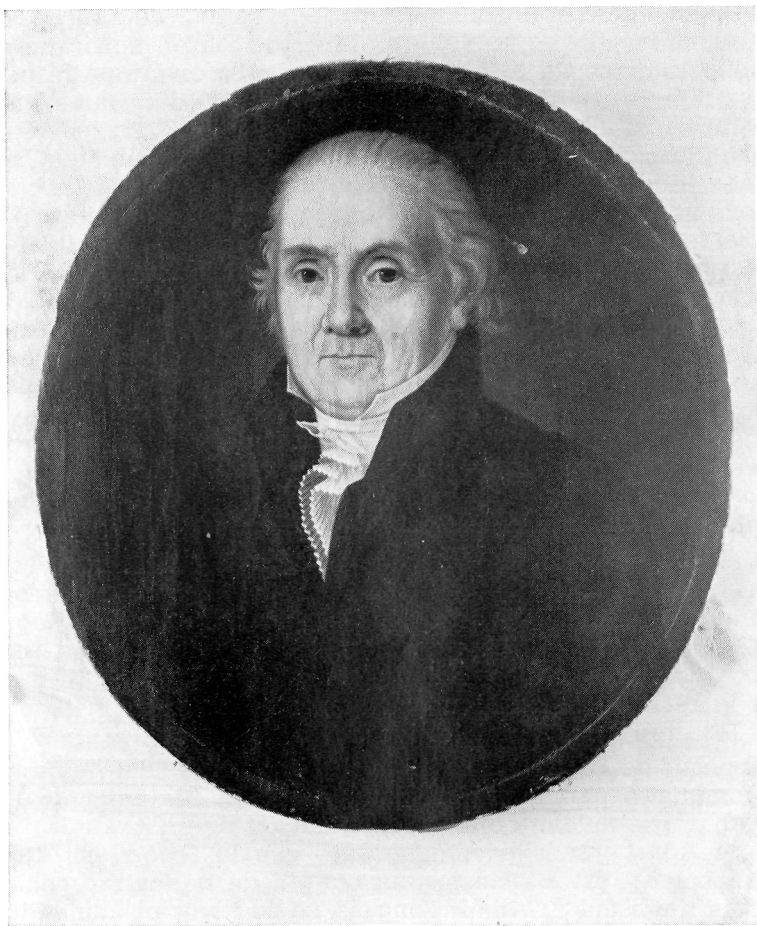
## INTRODUCTION

### 1. Les treize cantons du département du Simplon

En créant en 1810 le département du Simplon, l'administration française met fin à la division historique du Valais en deux régions : le Haut et le Bas. Certes, dès 1798, sous le régime de l'Helvétique, avait disparu la distinction entre les VII Dizains souverains d'une part et les territoires sujets d'autre part. Et Bonaparte, « Restaurateur de l'Indépendance » valaisanne, avait maintenu en 1802 l'égalité civique entre les douze dizains de la République restaurée. L'innovation essentielle de l'administration impériale, en 1810, consiste en la création de trois arrondissements, correspondant aux trois régions naturelles du pays. L'arrondissement occidental, celui de Saint-Maurice, groupe les anciens dizains, devenus cantons, de Monthey, de Saint-Maurice, de Martigny et d'Entremont, c'est-à-dire la presque totalité de l'ancien Bas-Valais. L'arrondissement du Centre, celui de Sion, compte, lui aussi, quatre cantons : les anciens dizains de Loèche et de Sierre, le dizain d'Hérémence, créé en 1798 aux dépens de celui de Sion, et enfin le canton de Sion, qui comprend non seulement la commune d'Ayent, aujourd'hui dans le district d'Hérens, mais encore les communes de Nendaz et de Conthey (avec Vétroz), qui toutes deux relevaient, avant 1798, du Bas-Valais sujet. Cet arrondissement du Centre ignore donc volontairement l'histoire. Mais, en faisant disparaître la cassure du Valais en deux régions, il met fin au moyen âge et reconnaît la réalité d'une unité géographique incontestable. Cette « cassure » historique, on l'oublie trop aisément, n'avait pas été le fait des Valaisans eux-mêmes. Elle était due à la Maison de Savoie, qui, dès 1260, avait imposé à l'évêque de Sion un traité fixant la Morge de Conthey comme limite à leurs possessions respectives. La division entre les VII Dizains souverains et le Bas-Valais sujet, à la suite de la bataille de la Planta et de la conquête de la vallée du Rhône jusqu'à Massongex en 1475 et 1476, n'avait fait que cristalliser une situation médiévale, due aux prétentions savoyardes et consacrée par les traités de 1384 et de 1392<sup>1</sup>. Le décret impérial du 26 décembre 1810 met fin, intelligemment, à cette situation, et corrige, en quelque sorte, une « erreur » historique. Sans doute, le Valais central, qui trouve pour la première fois une existence administrative grâce à Napoléon, ne présente pas à tous les égards la même unité que les deux autres arrondissements. De la Lizerne à la Lonza, deux langues se succèdent,

<sup>1</sup> *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, art. *Valais*, pp. 269-272.





Isaac de Rivaz  
(1752-1828)

Portrait par Antoine Hecht, 1827  
Propriété de M<sup>me</sup> Doeбли-Leuzinger, à Zurich

Photo R. Schmid, Sion

ou plutôt s'imbriquent l'une dans l'autre. On parle alors un dialecte alémanique non seulement dans le canton de Loèche, mais aussi dans la ville et la Noble Contrée de Sierre, ainsi que dans la ville de Sion. Dans les villages romands, on ne parle pas le français, mais des patois fortement caractérisés du groupe franco-provençal. En 1810, le français est, aussi bien dans les régions alémaniques que dans les régions romandes, la langue de la bonne société, et d'elle seule, phénomène commun alors à de vastes régions de l'Europe. Aussi toute division administrative du Valais central fondée sur la limite des langues eût été géographiquement impossible et socialement inutile : tous les « Messieurs » parlaient français. Au surplus, le *Mémorial administratif de la préfecture du département du Simplon*, qui paraît à Sion à partir du 1<sup>er</sup> mai 1811 et qui est le bulletin officiel du département, est totalement bilingue, et les deux langues officielles, le français et l'allemand, y sont mises sur un pied parfait d'égalité. Chaque page est divisée en deux colonnes : celle de gauche est réservée au français ; celle de droite au *Memorial der Verwaltung der Präfektur des Departements des Simpelbergs*. Dans l'empire napoléonien, le Simplon était bien loin d'être le seul département bilingue.

L'arrondissement oriental de ce département a pour sous-préfecture Brigue et il compte cinq cantons, dont trois correspondent aux anciens dizains de Conches, de Brigue et de Viège, et dont les deux autres, ceux de Mörel et de Rarogne, sont constitués par les deux parties de l'ancien dizain de Rarogne. Ici encore c'est la réalité géographique, et non pas l'histoire, qui apparaît dans les divisions administratives.

A partir de Pâques 1813 (18 avril), le département du Simplon est administré par le préfet Claude-Philibert Barthelot de Rambuteau, qui se révélera plus tard, en qualité de préfet de la Seine, l'un des plus grands administrateurs que la France ait eus au XIX<sup>e</sup> siècle. Il est assisté par un conseil de préfecture composé de trois Valaisans : Casimir Lang, Isaac de Rivaz et Louis Pittier, et par des fonctionnaires dont les uns sont des Français, qui connaissent les problèmes de l'administration, et les autres, des Valaisans, qui connaissent le pays, tel le secrétaire général, Joseph Rouiller, de Saint-Maurice<sup>2</sup>. Le commandant territorial des troupes stationnées dans le département est le pittoresque baron Hénin de Cuvilliers, auteur d'études sur le « magnétisme animal ». Le Simplon est représenté à Paris, au Corps législatif, par Charles-Emmanuel de Rivaz. Un autre Valaisan de marque, le baron Gaspard-Eugène Stockalper, est conseiller de justice à la cour de Lyon. Quant aux deux sous-préfets, ce sont également des Valaisans : Michel Dufour à Saint-Maurice et Léopold de Sépibus à Brigue.

<sup>2</sup> *Annuaire de la préfecture du département du Simplon 1813*, Sion, pp. 40-41.

Le 21 décembre 1813 les troupes autrichiennes pénètrent en Suisse, pour se diriger ensuite vers les départements français limitrophes. Le 24 décembre, Rambuteau prend un arrêté nommant Casimir Lang « sous-préfet provisoire de l'arrondissement de Sion », avec mission de le « remplacer dans le cas d'une absence du département »<sup>3</sup>. Le même jour, l'après-midi, « M. le préfet et tous les Français attachés à la préfecture et aux différentes branches de l'administration », partent de Sion<sup>4</sup>. Le lendemain, 25 décembre, le baron Hénin de Cuvilliers évacue le chef-lieu du département avec la petite troupe qu'il a sous ses ordres<sup>5</sup>. Quant aux civils, « tous ces Messieurs », comme l'écrit Pittier, prennent le chemin de la Forclaz, le dimanche 26 décembre à trois heures du matin<sup>6</sup>. Arrivé à Trient à minuit, le préfet y est rejoint par Hénin le 27. Ensemble, ils se mettent en route pour Vallorcine. Ils y arrivent le soir, par le col de Balme<sup>7</sup>.

Cette Anabase, rendue extrêmement pénible par la montagne, la neige et le froid hivernal, met fin à seize années de domination française en Valais.

## 2. Le conseil de préfecture

(26-31 décembre 1813)

Que va devenir le Valais maintenant libéré ? Isaac de Rivaz, parlant du conseil de préfecture, écrit : « Il n'aurait tenu qu'à nous d'appeler M. Stockalper et de nous constituer en Conseil d'Etat. Mais nous avons cru devoir maintenir le pays de tout notre pouvoir sous la domination française »<sup>8</sup>. Le baron Stockalper, en effet, avait été le dernier grand bailli du Valais avant la création du département. Dès le 25 décembre, madame Charles-Emmanuel de Rivaz écrit à son mari : « M. Stockalper est arrivé la semaine passée en grande diligence. Il ne s'est arrêté nulle part. On dit qu'il a donné la démission de sa place »<sup>9</sup>. Ce qui est certain, c'est que Stockalper est revenu en Valais avec l'intention bien arrêtée de ressaisir les rênes du gouvernement. En 1810, il avait eu comme collaborateurs, en qualité de conseillers d'Etat,

<sup>3</sup> S 10/5/36 : Rambuteau, rapport aux ministres de l'Intérieur, de la Police et de la Guerre, de Fort l'Ecluse, 31 décembre 1813, 2 fol., minute.

<sup>4</sup> Louis Pittier, *Journal* (publié dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 23-25), p. 23.

<sup>5</sup> S 10/5/35 : Hénin de Cuvilliers, lettre à Rambuteau, de Sion, 25 décembre 1813, 7 pages, minute.

<sup>6</sup> Louis Pittier, *Journal*, p. 23.

<sup>7</sup> Rambuteau, *Mémoires du comte de R'* publiés par son petit-fils, Paris, 1905, pp. 127-129, et Rapport aux ministres..., cité ci-dessus, note 3.

<sup>8</sup> Rz, cart. 78, pièce 19 : Isaac de Rivaz, « Journal de ce qui s'est passé au conseil [de préfecture] après la retraite du préfet... », 2 fol., minute.

<sup>9</sup> Rz, cart. 46/15/50, original.

Casimir Lang et Isaac de Rivaz, mais il ne les appelle pas, lui non plus.

Le mardi, 28 décembre, Joseph-Franz von Simbschen, « colonel du régiment frontier de Gradisca N° 8, au service de S. M. Impériale et Royale Apostolique Autrichienne », arrive à Saint-Maurice avec sa troupe. Le lendemain, vers les cinq heures du soir, il est à Sion, où il se rend tout de suite à l'hôtel de ville. Les trois conseillers de préfecture, Lang, de Rivaz et Pittier, se présentent aussitôt à lui. C'est « pour lui faire notre révérence », écrit Pittier<sup>10</sup>. Simbschen leur ordonne, ainsi qu'à tous les fonctionnaires (sous-préfets, maires, magistrats, etc.), de continuer à exercer leurs fonctions, en s'abstenant toutefois de « toutes relations avec les autorités françaises » et en cessant « d'exécuter leurs ordres »<sup>11</sup>.

Après le conseil de préfecture, le baron Stockalper et un groupe de Haut-Valaisans vont trouver Simbschen, « pour faire leur soumission », dit Pittier, qui a le sens des nuances. Stockalper s'exprime en allemand et se présente en sa qualité d'ancien et dernier bailli du Valais indépendant sans mentionner que cette indépendance n'avait été qu'une pure fiction. Ce qu'il désire, c'est un Valais réellement indépendant, et sans doute allié des cantons suisses, comme il l'avait été avant 1798. Les députés du Haut-Valais qui l'accompagnent sont le comte Eugène de Courten, de Sierre, ennemi irréconciliable de la France de la Révolution et de l'Empire, en raison de ses convictions royalistes ; Ferdinand de Werra, de Loèche, baron du Saint Empire ; François Zen Ruffinen, gendre de Stockalper ; Nicolas Roten fils, de Rarogne, et Casimir de Sépibus, notaire à Naters<sup>12</sup>.

Avec de tels interlocuteurs, Simbschen va-t-il se sentir plus à l'aise qu'avec les trois conseillers de préfecture ? Un seul Valaisan, en vérité, est un homme selon son cœur : c'est le comte de Courten, ancien major au service de l'Angleterre : « Je croyais entrer, mon cher, dans un pays où je trouverais des cœurs suisses. J'y trouve, d'une part, le jacobinisme, de l'autre, des gens pleins de civilité, mais d'un faible marquant. Tout craint ici le sort de Hambourg. Vous seul, mon cher, vous vous êtes émancipé. Comment voulez-vous que je continue à agir en faveur d'un peuple si peu disposé à contribuer au bonheur de sa liberté ? » lui dit-il le 30 décembre<sup>13</sup>. Que s'est-il donc passé ?

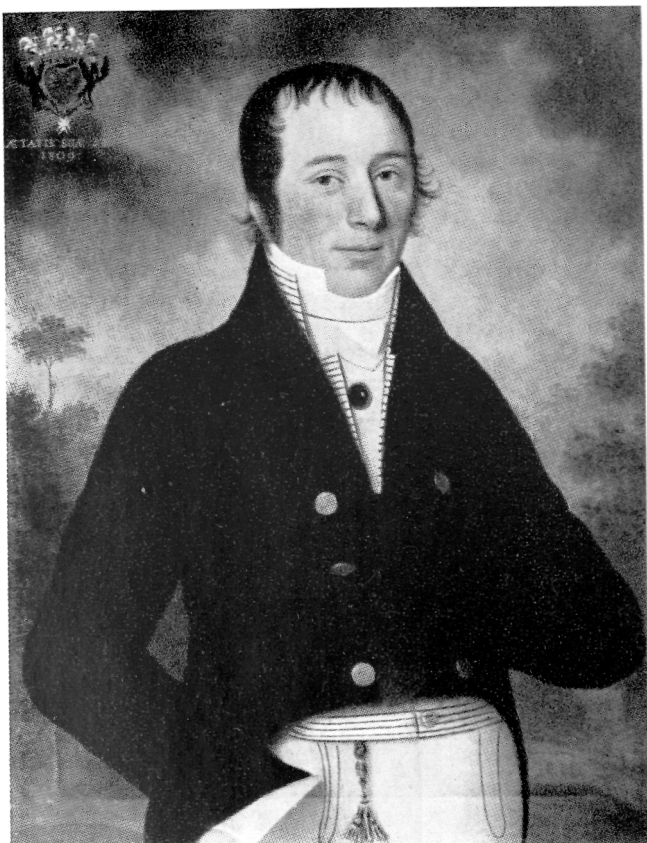
Au soir du 29 décembre, lors de son premier entretien avec les députés du Haut-Valais, Simbschen leur a fait connaître qu'il

<sup>10</sup> Louis Pittier, *Journal*, p. 24.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 24.

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 24.

<sup>13</sup> Eugène de Courten, lettre à son frère Pancrace, de Sion, 30 décembre 1813, publiée dans *Vallésia*, t. XX, p. 27.



Eugène de Courten  
(1771-1839)

Portrait par Antoine Hecht, 1809  
Propriété de M. Eugène de Courten, à Sion

était venu « pour engager les Valaisans à accéder à la coalition des hautes puissances... Si les habitants du Valais dussent applaudir à cet appel, il était nécessaire, dit-il, de mettre de suite un corps de troupes sous les armes, dont il laisse déterminer le nombre à ses chefs, et d'envoyer une députation au quartier général » du prince de Schwarzenberg <sup>14</sup>.

Le conseil de préfecture n'avait nullement l'intention de collaborer à une telle action. Aussi, dès le jeudi 30, les trois conseillers se rendent-ils auprès de Simbschen : « Nous lui avons témoigné notre inquiétude sur les opérations de l'administration dans ces circonstances épineuses, et la responsabilité qui pesait sur nous. Il nous a répondu qu'il y pourvoirait et qu'il nous écrirait en conséquence » <sup>15</sup>. Simbschen n'a rien à attendre de telles gens, qui pratiquement donnent leur démission. Voilà pour « le jacobinisme ».

Il fit donc appeler à lui les députés du Haut-Valais et leur fit « connaître de la manière la plus expressive que si le Valais ne mettait pas tout l'empressement à l'organisation de cette levée, dont il avait été parlé la veille, il ferait retirer ses troupes, nous abandonnant au hasard d'un sort sur lequel les hautes puissances prononceraient » <sup>16</sup>. La séance fut particulièrement orageuse. Arrive Eugène de Courten, qui trouve ses « très honorés collègues réunis ». Il raconte : « Je leur demandai un moment pour aller demander des ordres à mon chef », c'est-à-dire au colonel Simbschen. Il avait donc, la veille, mis son épée au service des Alliés et s'était placé sous les ordres de Simbschen en réponse aux déclarations de celui-ci. Aujourd'hui, il va lui « demander des ordres ». Simbschen, furieux, lui dit : « Je ne vois que vous seul qui veuillez aider. Je vous déclare, ajoute-t-il, que j'ai été envoyé dans ce pays pour sonder les esprits. Je vois qu'il n'a que de la frayeur d'une part, et, de l'autre, un zèle incroyable pour tout ce qui appartient au système français. Je vous préviens donc que je vais me retirer avec mes troupes et rejoindre le corps de l'avant-garde ».

La menace porte ses fruits. Eugène de Courten poursuit son récit : « Quel moment ! Je me sauve de chez M. le baron de Simbschen. Je me rends auprès de mes très honorés collègues pour leur faire le triste récit de ce fatal entretien. J'allume le feu de toutes parts » <sup>17</sup>. Finalement, la députation du Haut-Valais prend une décision : on accordera au colonel une levée de 400 hommes <sup>18</sup>. Et elle désigne la députation qui va se rendre auprès

<sup>14</sup> « Procès-verbal de la prise de possession du Valais en 1813 par les Autrichiens », publié dans *Vallesia*, t. XX, pp. 108-109.

<sup>15</sup> Louis Pittier, *Journal*, p. 25.

<sup>16</sup> « Procès-verbal de la prise de possession du Valais... », p. 109.

<sup>17</sup> Lettre du 30 décembre, p. 27.

<sup>18</sup> T 1 : Protocoles des séances de la Direction centrale, p. 20.

du prince de Schwarzenberg. Celle-ci comprendra le baron Stockalper, le comte Eugène de Courten, le baron de Werra, et deux Bas-Valaisans : Gaspard-Etienne Delasoie et Jacques de Quartéry<sup>19</sup>. Là-dessus, Eugène de Courten retourne auprès de Simbschen : « J'ai fait mon rapport, au colonel commandant, de l'enthousiasme. Il m'embrassa »<sup>20</sup>. Simbschen décide aussitôt de créer un nouveau gouvernement.

« M. Lang reçut en effet le lendemain matin une lettre jointe à une proclamation qui a ensuite été affichée. » La lettre invitait le conseil de préfecture à se rendre à l'hôtel de ville à dix heures « pour y donner ou recevoir notre démission », dit Pittier, qui poursuit : « Nous nous sommes rendus à l'invitation et M. Stockalper s'y est aussi rencontré. Pour tout compliment le commandant a fait lire sa proclamation »<sup>21</sup>. Celle-ci mettait fin aux pouvoirs du conseil de préfecture, le 31 décembre 1813.

Le même jour, Pittier, qui est président du tribunal du département du Simplon, se rend à nouveau auprès de Simbschen « avec les autres juges et M. le substitut du procureur impérial », Antoine Rion. Simbschen, dit-il, « nous a reçus très poliment, et il nous a de nouveau dit que nous devons continuer à exercer nos fonctions »<sup>22</sup>.

Et c'est pourquoi une affaire pendante entre Jean-Théodule Schnyder et Barthélemy Balet, tous deux de Grimisuat, était encore jugée ainsi le 14 janvier 1814 :

« Napoléon, par la grâce de Dieu et les constitutions de l'Empire, Empereur des Français, Roi d'Italie, etc.

» Le tribunal de première instance, séant à Sion, département du Simplon, a rendu le jugement suivant...

» Fait et prononcé à Sion en audience publique les an, mois, jour que dessus, où étaient présents Messieurs [Louis] Pittier, président ; [Antoine] d'Augustini, [Janvier] de Riedmatten, [Joseph-Antoine] Barman, juges ; [Antoine] Rion, substitut du procureur impérial, et Pelier commis-greffier »<sup>23</sup>. L'expédition conforme de ce jugement, munie du sceau à l'aigle impériale, a coûté pour « tous droits 14 fr. 20 c. ». Il peut étonner, mais il ne faut pas oublier que jusqu'au 30 mai 1814, date du premier traité de Paris, le département du Simplon, occupé par les Autrichiens, continua d'être représenté à Paris par Charles-Emmanuel de Rivaz, député au Corps législatif.

<sup>19</sup> « Procès-verbal de la prise de possession du Valais... », p. 109.

<sup>20</sup> Lettre du 30 décembre, p. 27.

<sup>21</sup> Louis Pittier, *Journal*, p. 25.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 25.

<sup>23</sup> T 5/5/26 : « Extrait des minutes du greffe du Tribunal de première instance, séant à Sion, département du Simplon. Audience du 14 janvier 1814 », 2 fol.

## LES TREIZE DIZAINS NAPOLEONIENS

(1<sup>er</sup> janvier - 23 octobre 1814)

### 1. Les gouvernements

En vertu de la proclamation de Simbschen du 31 décembre 1813, le Valais doit être gouverné désormais par une « Direction centrale », composée d'un président et de douze membres, dont cinq pour l'ancien Bas-Valais et sept pour l'ancien Valais des VII Dizains. De plus, « la présidence en est conférée jusqu'à nouvel ordre à M. le baron Stockalper »<sup>24</sup>.

Comment furent élus les membres de cette Direction centrale ? Anne-Joseph de Rivaz nous dit que Simbschen « autorisa les maires des dizains de s'assembler pour procéder à l'élection d'un député par dizain »<sup>25</sup>. Mais Benjamin de Rivaz fait savoir, par une lettre adressée à son père Charles-Emmanuel, que cette élection a eu lieu « sans acception de dizains »<sup>26</sup>. C'est Benjamin de Rivaz qui est dans le vrai. Tout d'abord parce que seule une telle élection répondait à la proclamation de Simbschen, qui accordait cinq membres au Bas-Valais, lequel n'avait jamais compté que quatre dizains ou cantons. Ensuite, parce que les élus ne représentent pas, en effet, les dizains du Valais.

Furent élus pour le Haut-Valais : Jean-François Taffiner, Léopold de Sépibus, Casimir Lang, Nicolas Roten fils, François Zen Ruffinen, Maurice de Courten, Joseph de Lavallaz et Antoine Rion. Et pour le Bas-Valais : Isaac de Rivaz, Louis Pittier, Philippe Morand, François-Joseph Luder et Pierre-Louis Du Fay<sup>27</sup>.

Cette élection appelle diverses remarques. Parmi ces représentants du peuple, on retrouve tout d'abord les trois anciens conseillers de préfecture : Lang, de Rivaz et Pittier. Par contre, on n'y retrouve que deux des cinq députés qui ont accompagné le baron Stockalper lors de sa visite à Simbschen, le 29 décembre 1813 : ce sont François Zen Ruffinen, gendre de Stockalper, et Nicolas Roten fils. Enfin le Haut-Valais délègue non pas sept représentants, mais huit, non compris le président Stockalper,

<sup>24</sup> K. Stockalper von Thurm, *Aktenmässige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis seit den fünfzig letzten Jahren*, Sion, 1847, p. 143.

<sup>25</sup> Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André Donnet, dans *Mém. et doc. publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3<sup>e</sup> série, t. 5-7, 3 vol., Lausanne, 1961, vol. II, p. 9.

<sup>26</sup> Rz, cart. 53/12/12 : de Saint-Maurice, 23 avril 1814, original.

<sup>27</sup> Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, vol. II, p. 9.



qui est de Brigue. Celui-ci mis à part, aucun des notables qui l'accompagnent dans sa députation n'est élu : les absents ont toujours tort.

La Direction centrale se réunit pour la première fois au lieu habituel de ses séances, c'est-à-dire à l'hôtel de ville de Sion, le 5 janvier 1814<sup>28</sup>. Elle compte treize membres, y compris « Monsieur Taffiner tenant place de président en l'absence de M. le baron Stockalper »<sup>29</sup>. Les autres sont les cinq élus du Bas-Valais et six des élus du Haut-Valais. En effet, Léopold de Sépibus, « se trouvant assez malade, a subdélégué son frère Casimir » à la Direction centrale<sup>30</sup>.

La composition de cette Direction est encore modifiée, assurément à la demande de Simbschen, pour y faire entrer plusieurs membres de la députation qui accompagnaient le baron Stockalper. Une diétine des dizains du Bas-Valais, comptant quinze députés (voir *Annexe I*), se réunit à Martigny. Il s'agit encore de nommer les cinq membres bas-valaisans de la Direction centrale. « Lesdits députés, munis des pouvoirs des conseils respectifs des dizains, ont appelé à l'unanimité des suffrages » Louis Pittier, Isaac de Rivaz, Philippe Morand, Gaspard-Etienne Delasoie et Jacques de Quartéry, « et pour suppléants, en l'absence de MM. de Quartéry et Delasoie, ils ont nommé à la même unanimité » Pierre-Louis Du Fay et François-Joseph Luder qui « les représenteront pendant le temps que durera cette absence »<sup>31</sup>. Nous savons que Du Fay n'accepta que « contre son gré » ses fonctions<sup>32</sup>. On peut supposer qu'une diétine semblable se tint aussi dans le Haut-Valais, pour faire entrer à la Direction centrale le baron de Werra, qui n'y avait pas été élu. Ce n'est qu'une déduction. Mais elle est fondée sur la vraisemblance et sur les lignes suivantes du chanoine A.-J. de Rivaz, concernant cette députation :

« A leur retour, ces messieurs rendirent compte du succès de leur députation, et les jours suivants ayant exposé à l'officier autrichien commandant en Valais que ce gouvernement provisoire était trop dispendieux pour le pays, l'engagèrent à en réduire les membres à un quinquvirat »<sup>33</sup>. Si ce « quinquvirat » n'était qu'une réduction de la Direction centrale, il faut admettre que ses cinq membres en faisaient préalablement partie. Si notre hypothèse était fausse, le baron de Werra constituerait la seule

<sup>28</sup> T 1 : Protocoles des séances de la Direction centrale, pp. 1 et 20.

<sup>29</sup> *Ibidem*, p. 1, et *Annexe*, p. 1.

<sup>30</sup> Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, vol. II, p. 9.

<sup>31</sup> T 3/1/1 : Procès verbal de l'assemblée des 15 députés des communes du Bas-Valais réunis à Martigny pour nommer les membres bas-valaisans de la Direction centrale, copie.

<sup>32</sup> Benjamin de Rivaz, lettre à son père, citée ci-dessus, note 26.

<sup>33</sup> Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, vol. II, p. 11.

exception de ce quinquévrat, c'est-à-dire le seul membre à n'avoir pas fait partie de la Direction centrale. Et l'on ne voit pas très bien, en ce cas, pour quel motif on a estimé nécessaire de procéder, le 14 janvier, à une seconde élection dans le Bas-Valais. En vérité, la situation politique était très fluctuante et ne reposait sur aucune base constitutionnelle. Seules comptaient, en définitive, les décisions de Simbschen. Pour notre part, nous serions plutôt porté à croire que la décision de réduire le gouvernement à cinq membres fut antérieure à la diétine bas-valaisanne du « quatorze » janvier (cette date est écrite en toutes lettres dans le document).

En effet, la députation Stockalper, de retour de Fribourg-en-Brisgau, arrive à Sion le 19 janvier vers quatre heures du soir. Le lendemain, à la douzième séance de la Direction centrale, Stockalper rend compte de sa mission. Simbschen y est présent. Il a déjà obtenu une levée de 400 Valaisans destinés à défendre sous ses ordres les frontières du pays. Mais cela ne lui suffit pas. Il en veut 466 autres pour former un bataillon de 866 hommes « destinés à seconder les opérations de la troupe sous son commandement, au-dedans et au-dehors ». Or, la députation Stockalper est fort contrariée de cette prétention nouvelle, « dont il n'avait été nullement question au quartier général, où l'on s'était clairement expliqué que les 400 hommes sur pied étaient pour la police et la défense intérieure du pays et non point pour agir offensivement hors des frontières ». La Direction centrale ne veut pas davantage en entendre parler. Aussi décide-t-on de nommer « une commission pour scruter les moyens de paralyser victorieusement et avec prudence la mesure proposée »<sup>34</sup>. Rien de tel qu'une commission pour enterrer un projet. Et celui-ci le sera intégralement.

Le lendemain, 21 janvier, la Direction centrale tient sa treizième séance. Elle envoie à Simbschen une députation comprenant Taffiner, Eugène de Courten et Isaac de Rivaz, pour exposer au colonel les motifs du refus valaisan. Simbschen, « pesant dans sa sagesse ces puissantes raisons ... s'est borné à demander qu'elles soient consignées par écrit, ce qui a été fait »<sup>35</sup>. Mais, le jour même, il adresse au baron Stockalper une note par laquelle il supprime la Direction centrale, qui n'a plus sa raison d'être, « d'autant plus, écrit-il, que le commissaire impérial et royal chargé de l'organisation politique du pays arrivera ici sous peu ». Un gouvernement de cinq membres suffira au Valais ; « en conséquence, je prie Votre Excellence de conserver la présidence de ce gouvernement, et me fais un devoir de vous donner comme collaborateurs MM. François Taffiner, le baron Werra, le bourgmestre de Lavallaz et Gaspard-Etienne Delasoie. Et de nommer

<sup>34</sup> T 1 : Protocole des séances de la Direction centrale, p. 20.

<sup>35</sup> *Ibidem*, p. 23.



Gaspard-Eugène Stockalper  
(1751-1826)

Portrait par Félix Cortey, 1807  
Propriété de M. Etienne Dallèves, à Sion

Photo Studio Camera, Sion

en outre MM. Isaac de Rivaz et Maurice de Courten en qualité de suppléants et de commissaires en cas de besoin ». Sa lettre, si elle ne fait aucune allusion au refus de lui fournir encore 466 hommes, se termine cependant par une menace : « A plusieurs reprises déjà, on a fait savoir que tous les avoirs français laissés dans le pays devaient être déclarés ; mais comme cela n'a pas été fait... », Simbschen ordonne au nouveau gouvernement « de faire connaître immédiatement tous les avoirs et tout le matériel de guerre français. Faute de quoi, tout contrevenant sera traduit devant un tribunal de guerre »<sup>36</sup>.

Le ton, on le voit, n'est pas particulièrement aimable. Sans doute Simbschen s'imagine-t-il que le gouvernement à cinq qu'il établit se montrera plus souple que la Direction centrale de treize membres. Ce en quoi, d'ailleurs, il se trompe. Mais il met fin ainsi à toute agitation concernant la composition du gouvernement. Le samedi 22 janvier, Stockalper, qui n'a pas encore reçu la note de Simbschen, « donne connaissance à l'assemblée d'une lettre adressée à la Direction centrale de la part des syndics des communes de Conthey, Savièse, Grimsuat, Ayent, Bramois, Nendaz, dont le contenu tend à faire reconnaître comme membre de la Direction centrale M. Jean-Baptiste Jacquier, juge de paix du canton de Sion »<sup>37</sup>. Les communes rurales de ce « canton » de l'ex-département, qui désirent avoir un représentant au sein du gouvernement, arrivent trop tard. La Direction centrale tient sa quinzième et dernière séance le lundi 24 janvier. Après quoi, dès le 25, le « gouvernement provisoire » lui succède.

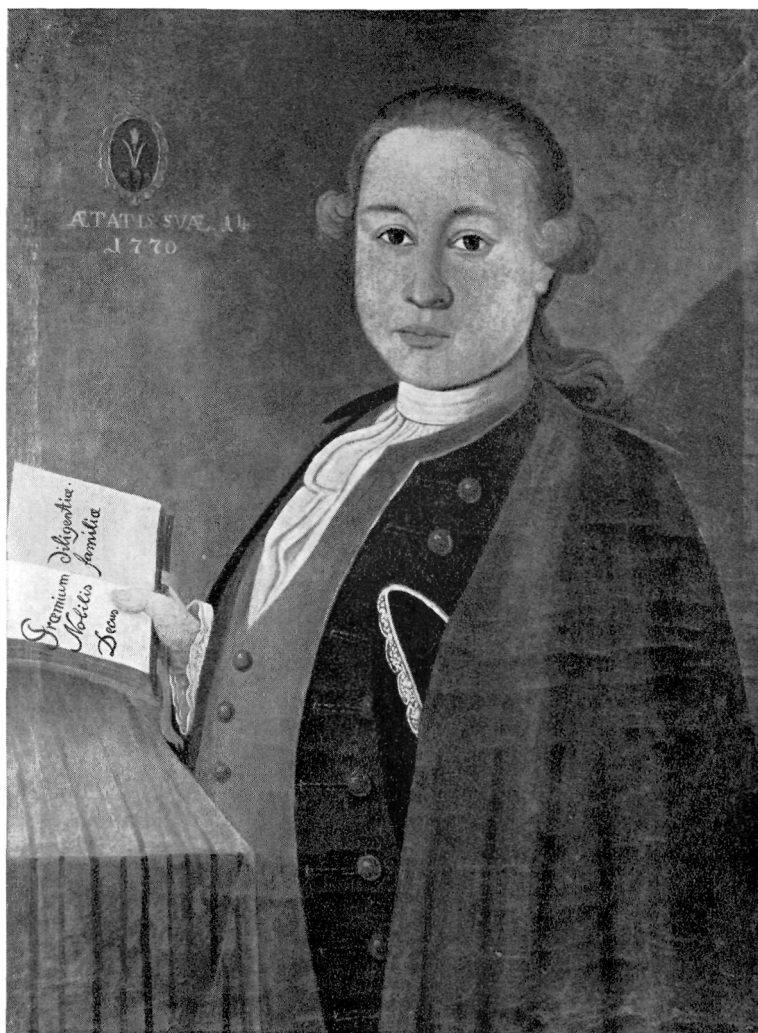
Les sept notables désignés par Simbschen vont tenir les rênes du gouvernement valaisan jusqu'au 12 décembre 1814. Cependant un changement très important va se produire après la chute de Napoléon. Les adieux de Fontainebleau ont lieu le 20 avril. Le 22, du département de la Doire (situé au sud du Valais, avec Ivrée pour chef-lieu), les Français envoient au Grand Saint-Bernard un officier qui leur présente une demande d'armistice<sup>38</sup>. Stockalper, dont le rêve était de reconstituer un Valais indépendant, demeure inactif. Il attend toujours le « commissaire » autrichien qui lui a été promis et qui doit donner au Valais son organisation politique. Le 11 mai, Simbschen, qui doit évacuer le Valais avec sa troupe et se rendre en Italie, lui adresse sa lettre d'adieux. « Cette lettre est remplie d'expressions bienveillantes pour le pays, et il recommande d'attendre avec calme la constitution et le sort du Valais qu'il plaira aux hautes puissances alliées lui donner »<sup>39</sup>.

<sup>36</sup> T 5/5/7 : Simbschen à Stockalper, de Sion, 21 janvier 1814, traduit de l'original en allemand.

<sup>37</sup> T 1 : Protocoles des séances de la Direction centrale, p. 24.

<sup>38</sup> T 2 : Protocoles des séances du gouvernement provisoire, p. 143.

<sup>39</sup> *Ibidem*, p. 265.



Jean-François Taffiner  
(1756-1844)

Peint à l'âge de 14 ans par un anonyme, 1770  
Propriété de la famille Guillaume de Kalbermatten, Reckingen

Photo R. Schmid, Sion

Cette lettre est lue au conseil du gouvernement provisoire le lendemain 12. Du 13 au 22 mai inclusivement, le conseil a tenu séance tous les jours, sauf le dimanche 15 mai et le jeudi 19 mai. A toutes ces séances sans exception, le baron de Werra était présent <sup>40</sup>. Or, nous savons que « M. le baron de Werra s'étant prêté à aller à Genève pour obtenir des documents sur notre sort à venir, pour lequel les nouvelles de Suisse ne cessaient de se contredire, n'y a plus trouvé le comte Bubna, mais bien M. le comte Ugarte, gouverneur général à Genève, auquel il témoigna, d'après ses instructions, combien le gouvernement provisoire était fâcheux pour les membres qui le composent, ainsi que pour les communes et le peuple, nos compatriotes, et lui représenta qu'il était urgent de le faire cesser ; sur quoi il répondit que la chose ne dépendait pas de lui, qu'il était nécessaire d'envoyer sans délai à Paris [une députation] auprès des hautes puissances pour en obtenir les déclarations nécessaires à pouvoir convoquer une diète et établir un gouvernement définitif » <sup>41</sup>. Cet entretien entre de Werra et Ugarte ne peut avoir eu lieu que le jeudi 19 mai. Simbschen avait quitté le Valais avec le gros de sa troupe, ne laissant, pour y maintenir l'ordre, qu'un petit détachement commandé par un major. Puisque Simbschen, simple colonel, avait jusqu'alors eu la haute main sur la vie politique du Valais, où il avait interdit toute diète, il avait semblé naturel, lui parti, de s'adresser à un militaire de plus haut rang, le comte Bubna, qui commandait à Genève. Mais voilà qu'on répondait au député valaisan que l'organisation politique du Valais ne relevait point de l'armée d'occupation.

Le gouvernement provisoire consulte cependant encore le major Vukassovich, que Simbschen avait laissé en Valais. On désirait sans doute éviter tout conflit avec celui-ci. Or, il « n'a pas vu d'autres moyens que celui de se rendre au quartier général des princes, mais a insisté vivement sur ce que l'on ne perde pas un instant, parce que le congrès pour la paix avançait beaucoup et que, les armées se retirant journellement du territoire français, il était à croire que le séjour des princes ne sera pas prolongé dans cette partie » <sup>42</sup>.

Vukassovich avait raison. En fait, il était déjà trop tard. La députation valaisanne, composée de Stockalper, de Werra et Delasoie, part dès le 23 mai, mais ne parvient à Paris que le 1<sup>er</sup> juin, le surlendemain de la signature du traité de paix. Elle n'obtient d'autre audience que celle du comte de Stadion, un diplomate autrichien qui n'est informé en rien des affaires du Valais.

<sup>40</sup> *Ibidem*, pp. 267-275.

<sup>41</sup> « Circulaire du gouvernement provisoire aux grands châtelains », du 23 mai 1814, publiée dans *Vallesia*, t. XX, p. 122.

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 122.

Or, le sort du Valais était fixé : le 2 mai déjà, le baron de Schraut, ministre plénipotentiaire d'Autriche en Suisse, avait adressé à Simbschen une lettre où il enjoignait au Valais de demander son incorporation à la Suisse. Mais Simbschen, par mégarde, avait emporté cette lettre en Italie ! Assez cavalièrement, il la retourne à Vukassovich, qui ne la reçoit que dans la nuit du 24 au 25 mai. Le gouvernement provisoire, réduit à trois membres (de Lavallaz, de Rivaz et de Courten), convoque aussitôt une diète extraordinaire qui se réunit à Sion les 30 et 31 mai et le 1<sup>er</sup> juin (voir *Annexe II*). Cette diète, d'une importance capitale dans notre histoire, décide de demander à la Diète fédérale l'incorporation du Valais à la Suisse.

C'était l'échec total de la politique de Stockalper, partisan convaincu de l'indépendance valaisanne, ainsi que le baron de Werra. Aussi, après leur retour de Paris, ne s'assoient-ils qu'une seule et unique fois à la table du gouvernement valaisan, à la séance du 18 juin 1814 : ils y rendent compte de l'échec de leur mission et de leur démarche auprès de Talleyrand « pour en obtenir la permission de tirer des sels de France en franchise de droit »<sup>43</sup>. Les sept membres du gouvernement sont présents : Stockalper, de Werra, Taffiner, Delasoie, de Lavallaz et de Courten. Taffiner, dès le 30 mai, assume la présidence en sa qualité de vice-président<sup>44</sup>. Comme ni Stockalper, ni de Werra n'accepteront jamais de reprendre leurs fonctions pour travailler à l'entrée du Valais dans la Confédération, il continuera donc à assumer à ce titre la direction du gouvernement valaisan, avec la collaboration des deux autres membres (de Lavallaz et Delasoie) et des deux suppléants (Isaac de Rivaz et Maurice de Courten).

## 2. La division territoriale

L'expression « dizains napoléoniens » ne se trouve dans aucun ouvrage d'histoire, ni dans aucun document. Nous la proposons, faute de mieux, parce que celle de « dizains provisoires » serait encore plus discutable. En effet, la division territoriale qui suit le 23 octobre 1814 a un caractère encore plus provisoire, que seule fait disparaître la constitution du 12 mai 1815.

Durant la période qui nous occupe (1<sup>er</sup> janvier - 23 octobre 1814), la division territoriale du Valais n'a aucune base constitutionnelle. Elle n'est que le résultat d'une nécessité administrative. Faute d'une constitution établie, les gouvernements provisoires qui se succèdent sont contraints d'utiliser la division administrative héritée du département du Simplon. Tout simplement, on donna aux treize cantons du département le nom de dizains.

<sup>43</sup> T 2 : Protocoles des séances du gouvernement provisoire, p. 233.

<sup>44</sup> *Ibidem*, p. 285.

Dès sa première séance, le 5 janvier 1814, « la Direction centrale décide que les quantités de 1467 quintaux de sel seront réparties entre les cantons ou dizains d'après leur population, excepté qu'il en serait retranché dix quintaux au canton de Monthey et six quintaux à celui de Saint-Maurice, eu égard à la facilité qu'avaient eue ces deux cantons d'en faire une certaine provision en raison de leur proximité des magasins du Bouveret [voir *Annexe III*]... Quant au tabac, la Direction provisoire a décidé qu'il serait mis en vente par voie d'enchère, qui aurait lieu à la grande salle de l'hôtel du Lion d'or, à Sion ... M. le vice-président a été chargé de la faire annoncer par le canal des bourgmestres dans tous les chefs-lieux des cantons ou dizains » <sup>45</sup>.

Dans sa quatrième séance, le 10 janvier 1814, la commission chargée des questions de subsistances et de convois pour les troupes autrichiennes présente à la Direction centrale son projet d'organisation. Non seulement elle maintient la division territoriale en treize cantons, mais encore celle en trois arrondissements. Un commissaire en chef est prévu à Sion, à qui toutes les quinzaines rendront compte de leurs opérations (réquisitions, etc.) trois commissaires d'arrondissement (voir *Annexe IV*). La Direction centrale prend un arrêté, qui stipule, à l'article 3<sup>e</sup> :

« L'arrondissement de Brigue comprend les cantons de Conches, Mörel, Brigue, Viège et Rarogne ; celui de Sion, Loèche, Sierre, Sion et Hérémenche ; celui de Martigny, les cantons de Monthey, Saint-Maurice, Martigny et Entremont » <sup>46</sup>.

Ainsi donc l'ancien arrondissement de Saint-Maurice n'a fait que changer de nom. Il est devenu l'arrondissement de Martigny pour la simple raison que le commissaire de cet arrondissement est domicilié dans cette ville.

Dans sa sixième séance, le 12 janvier 1814, la Direction centrale « revenant sur sa première répartition » de sel, répartit cette précieuse denrée à nouveau entre les treize cantons :

« Les cantons de Brigue, Conches, Mörel, Viège et Rarogne prendront au magasin de Brigue... Les cantons de Loèche, Entremont, Martigny, Saint-Maurice, Monthey, Hérémenche, Sierre et Sion prendront au magasin de Sion... » <sup>47</sup>. Il est remarquable que Loèche continue à être séparé des cantons de l'arrondissement de Brigue.

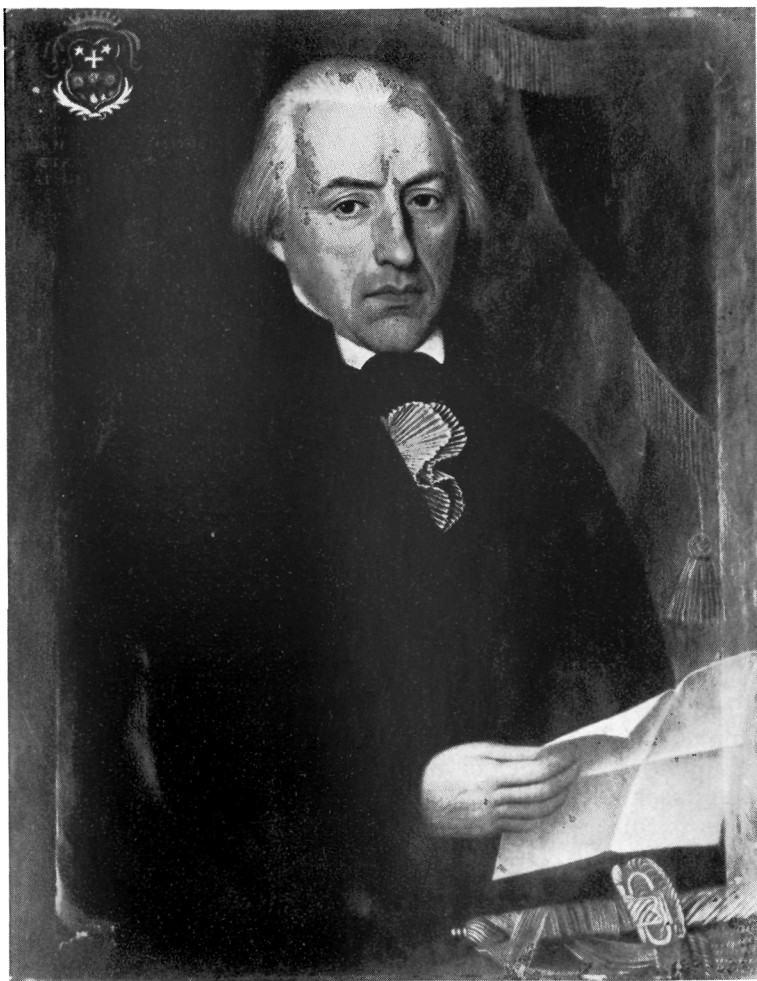
Le 21 janvier, le jour même où il réduit à cinq le nombre des membres du gouvernement provisoire, Simbschen adresse à Stockalper une note par laquelle il supprime tous les tribunaux et juges mis en place par le régime français et rétablit le droit

<sup>45</sup> T 1 : Protocoles des séances de la Direction centrale, pp. 1-4.

<sup>46</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 13.





Léopold de Sépibus  
(1759-1832)

Portrait par Félix Cortey, 1808  
Propriété de Mme Alphonse de Sépibus, à Mörel

Photo Studio Camera, Sion

en usage avant l'année 1798. Cela représentait, du point de vue juridique, un recul épouvantable par rapport au code Napoléon. Non seulement les *Statuta Vallesiae* étaient rédigés en latin, mais ils étaient encore manuscrits ! Ils ne seront imprimés qu'en 1843<sup>48</sup>. Par cette mesure draconienne, Simbschen met fin à la procédure française des tribunaux, dont porte témoignage le jugement du tribunal de Sion prononcé le 14 janvier sur une mince affaire. Parmi les autorités judiciaires nommées par Simbschen (voir *Annexe V*), on ne trouve aucun des quatre juges, ni le substitut du procureur, qui ont signé la sentence du 14 janvier. Et l'on n'y trouve pas non plus Casimir Lang, l'ancien conseiller de préfecture, juge d'instruction auprès du même tribunal<sup>49</sup>. Et c'est pourquoi, le 8 avril 1814, madame Charles-Emmanuel de Rivaz écrit à son mari : « M. Lang n'est plus rien. Il est trop F. »<sup>50</sup>. Autrement dit, Casimir Lang est trop Français. On eût pu en dire autant des autres membres du tribunal de Sion, et notamment de Pittier qui, soutenant à outrance en 1802 la cause du rattachement du Valais à la France, et devenu préfet national de la République helvétique, se fit une vanité « de paraître sur le Grand-Pont », la rue principale de Sion, « en habit uniforme fort riche, mais fort cher, de préfet national de département français », la veille même de la proclamation de l'indépendance du Valais<sup>51</sup>.

Comme juristes, les juges du tribunal de Sion n'étaient pourtant pas les premiers venus : Augustini avait été grand bailli du Valais de 1802 à 1807 et avait rédigé en 1804 le code civil et criminel de la république vassale de Napoléon. De telles considérations n'intéressent pas un Simbschen. Ce qu'il ordonne, c'est le rétablissement des grands châtelains<sup>52</sup>. Mais il le fait dans le cadre des treize dizains napoléoniens.

Le 11 avril 1814, à la séance du gouvernement provisoire, Stockalper « dépose sur le bureau une lettre de M. le colonel baron Simbschen, par laquelle il annonce qu'il fournira les fusils et munitions aux 50 hommes que le Valais mettra sur pied pour la garde du Saint-Bernard, contre un reçu de ces armes et munitions. La même lettre contient encore la demande de 15 hommes artilleurs du Haut-Valais, pour joindre aux 17 qu'il a déjà du Bas-Valais ». Assez emprunté, le conseil juge « qu'il serait inutile de chercher parmi les personnes connaissant l'état d'artilleurs, vu que depuis quatorze ans il n'y a plus eu de canons sur affût dans le pays ». Aussi, l'artillerie étant une arme noble, a-t-on

<sup>48</sup> *Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus*, Sion, 1843, 233 p.

<sup>49</sup> *Annuaire de la Préfecture du département du Simplon 1813*, p. 62.

<sup>50</sup> Rz, cart. 46/15/43, original.

<sup>51</sup> Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, vol. I, pp. 130-138.

<sup>52</sup> T 5/5/6 : Simbschen à Stockalper, de Sion, 21 janvier 1814, original en allemand.

décidé « qu'on lui enverrait des jeunes gens sachant lire et écrire et doués d'intelligence nécessaire. Et, ayant eu connaissance, qu'il y en avait déjà au moins trois du dizain de Sion, on a décidé d'écrire aux grands châtelains des dizains ci-après, pour que, de concert avec MM. les capitaines des dizains, ils fassent partir les sujets convenables dans la proportion suivante :

Sierre 3, Loèche 3, Rarogne 1, Viège 3, Brigue 2, Mörel 1, Conches 2. Total : 15 » <sup>53</sup>.

Ainsi donc, le Valais de langue allemande a toujours six dizains, correspondant aux six cantons du département du Simplon.

La diète extraordinaire qui se réunit à Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 1814 fait exception à cette pratique. En effet les dizains de Mörel et de Rarogne sont cités ensemble et n'ont pas de représentation distincte (voir *Annexe II*). Mais ce retour à la division territoriale de la République vassale de Napoléon (1802-1810) n'aura pas de suite. La diète, après avoir décidé de présenter la demande du Valais pour qu'il « soit admis à faire partie intégrante de la Confédération helvétique, sous réserve expresse de la liberté cantonale » <sup>54</sup>, députe à Zurich, auprès de la Diète fédérale et des ministres plénipotentiaires des puissances alliées, Léopold de Sépibus, Libérat de Courten et Pierre-Marie de Lavallaz, grand châtelain de Monthey. Les trois députés quittent Sion le 7 juin <sup>55</sup>, arrivent à Zurich le 12 <sup>56</sup>, sont de retour à Sion le 28 à midi <sup>57</sup> et présentent leur rapport au gouvernement provisoire le jour même. Il résulte de ce rapport que le Valais ne sera admis comme canton que si sa constitution est agréée par les ministres des puissances alliées et par la Diète fédérale.

Or, il n'a aucune constitution. Le gouvernement discute donc avec les trois députés pour savoir s'il faut convoquer une diète constituante ou une simple commission. « L'opinion de MM. les députés, ainsi que celle des membres du conseil s'est déclarée pour une commission... » Puis, on a « décidé à l'unanimité que Sa Grandeur ainsi que le dizain de Mörel seraient maintenus dans le droit dont ils étaient en possession, de voter comme s'ils formaient chacun un dizain » <sup>58</sup>. Les treize dizains napoléoniens étaient donc maintenus.

<sup>53</sup> T 2 : Protocoles des séances du gouvernement provisoire, pp. 119-121.

<sup>54</sup> AV, Recès de la diète, vol. 39 : diète de mai-juin 1814, 10 p. en tête du volume.

<sup>55</sup> Rz, cart. 81/15/6 : Note manuscrite d'Isaac de Rivaz, n. s., 1 p.

<sup>56</sup> AV II 9, thèque 1, pièce 2 : Rapport de la députation valaisanne au gouvernement provisoire, Zurich, 15 juin 1814, traduction. L'original en allemand est publié dans *Vallesia*, t. XX, pp. 39-40.

<sup>57</sup> T 3/1/6 : Taffiner, lettre à Stockalper, de Sion, 29 juin 1814, original.

<sup>58</sup> T 2 : Protocoles des séances du gouvernement provisoire, pp. 347-349.

Cette commission constituante composée de treize membres (voir *Annexe VI*) se réunit en deux sessions, du 11 juillet au 3 août et du 11 au 16 septembre. Sur chacun des soixante-seize articles du projet de constitution on vote par dizain, chaque dizain et l'évêque disposant d'une voix. Par exemple :

« Titre deuxième

» Article 3. Le révérendissime évêque et les députés de Conches, Mörel, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Sion et Hérémence veulent que la langue allemande soit déclarée langue de l'Etat. Les députés de Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey, réclament contre cette disposition, par le motif que les deux tiers et plus de la population du Valais ne parlent que la langue française. Ils opinent néanmoins que ni celle-ci, ni la langue allemande ne soit exclusivement adoptée ».

ou encore :

« Titre troisième  
» Division du territoire

» Article 4. Sa Grandeur Monseigneur l'évêque, avec les députés de Conches, Mörel, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sion et Sierre demandent que le territoire du Valais soit divisé en dix parties ou dizains, savoir : Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et Sion, dans leurs anciennes limites ; Entremont, Saint-Maurice et Monthey dans celles de leurs anciennes bannières.

» Les députés d'Hérémence, Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey réclament la division territoriale en douze dizains, telle qu'elle a été réglée par la constitution du 30 août 1802.

» Le député de Mörel réclame aussi, dans le cas où la division en dix dizains ne serait pas adoptée, de former le treizième dizain, dans les limites qu'il avait comme canton sous le régime français » <sup>59</sup>.

En fait, les treize dizains représentés à la commission chargée de rédiger le projet de constitution n'étaient d'accord sur aucun point important. La question de la division territoriale était la plus grosse pomme de discorde. En proposant le retour aux douze dizains de 1802, les députés du Bas-Valais n'avaient cependant pas pour but la disparition du dizain de Mörel. Ce n'était pour eux qu'un aspect très secondaire de la représentation en diète. En effet, l'article 23 du projet déclare :

« La majorité composée encore des neuf députés de la partie

<sup>59</sup> T 3/3/1 : « Projet de constitution consistant en 76 articles arrêté par la commission convoquée à cet effet, pour être transmis au conseil provisoire, et par son canal soumis à chacun des dizains », Sion, 2 août 1814, cahier de 8 fol., fol. 1.



Stratford Canning  
(1786-1880)

Gravure de G. J. Stodart d'après une miniature de A. Robertson, 1816

Photo J.-M. Biner, Sion

supérieure et du révérendissime évêque veut que pour la formation de la Diète chaque dizain puisse y envoyer le nombre de six députés au plus, dont quatre seulement seraient payés par la caisse de l'Etat, et qu'il n'y ait qu'un vote collectif par dizain. Les députés des quatre dizains inférieurs, formant la minorité, demandent que la représentation soit basée sur la population et les votes donnés individuellement »<sup>60</sup>.

Avec ce dernier système, qui est celui de la constitution de 1802, le nombre des dizains importe peu. Et c'est pourquoi les députés du Bas-Valais se contentent des quatre dizains qu'ils avaient eus en vertu de cette constitution, et que le département du Simplon avait maintenus à titre de cantons. Avec le système proposé par le Haut-Valais, au contraire, le nombre des dizains est essentiel. C'est pourquoi Mörel réserve son existence en qualité de dizain au cas où l'on n'adopterait pas les dix dizains proposés par le Haut-Valais. Et c'est pourquoi, aussi, le dizain d'Hérémenche, c'est-à-dire pratiquement les communes rurales du dizain de Sion avant 1798, tient à continuer d'exister et vote, sur ce point, avec le Bas-Valais.

Au total, les travaux de la commission constituante n'aboutirent qu'à un projet informe, qui ne faisait que noter les oppositions des treize dizains. Les choses en sont là quand, le 15 septembre, le gouvernement valaisan reçoit des ministres des puissances alliées en Suisse, une lettre, datée du 12, qui fait l'effet d'un coup de foudre. Les ministres y offrent leurs bons offices pour que soit trouvé un terrain d'entente entre le Haut-Valais et le Bas-Valais d'une part, la ville de Sion et les communes rurales de l'ancien dizain d'autre part<sup>61</sup>. Dès le lendemain, 16 septembre, la commission constituante se sépare.

<sup>60</sup> *Ibidem*, folio 2, verso.

<sup>61</sup> T 2: Protocoles des séances du gouvernement provisoire, p. 403, et lettre des ministres plénipotentiaires au gouvernement provisoire, Zurich, 12 septembre 1814, publiée dans *Vallesia*, t. XX, p. 146.

## II

### LES TREIZE DIZAINS DES ALLIÉS

(23 octobre 1814 - 12 mai 1815)

#### 1. La division territoriale

Coup sur coup quatre députations valaisannes, dont les divers membres ne partent d'ailleurs pas toujours en même temps, vont se rendre à Zurich. Les représentants du Haut-Valais et de l'évêque partent dès le 16 septembre. Ce sont Léopold de Sépibus, le comte Eugène de Courten et Alphonse Kuntschen. Ils sont à Zurich dès le 19 septembre. Les députés du Bas-Valais, Michel Dufour, Philippe Morand, Louis Pittier et Charles-Emmanuel de Rivaz, arrivent à Zurich entre le 21 septembre et le 10 octobre. Ceux de la ville de Sion, Libérat de Courten, Augustin de Riedmatten et Louis de Kalbermatten, y arrivent le 7 octobre, suivis de près par leurs adversaires des communes rurales, Jean-Joseph Duc, de Conthey et Jean Sierro, d'Hérémence.

Les diplomates avec lesquels ils vont avoir maintes conférences, sans parler des soupers, et à qui ils vont présenter leurs mémoires, qui se contredisent tous entre eux, sont, pour l'Angleterre, Stratford Canning, assisté d'Henry Unwin Addington ; pour l'Autriche, le baron Franz-Alban von Schraut ; pour la Russie Jean-Antoine Capo d'Istria, secondé par le baron Paul de Krüdener. C'est ici que le Valais aura son « Congrès » avec les puissances victorieuses de Napoléon.

Les ministres des puissances alliées écoutent tout le monde. Mais ils n'acceptent ni le projet de division territoriale présenté par les Haut-Valaisans, qui tend à créer un Valais de dix dizains, ni celui des Bas-Valaisans, qui désirent la représentation proportionnelle. Avec beaucoup d'habileté, les députés du Bas-Valais, dont Charles-Emmanuel de Rivaz est le chef, présentent alors un mémoire qui demande, pour le cas où l'on votera à la diète par dizain, que le Valais soit divisé en quinze districts, afin de tenir compte de la population respective de chaque dizain, sans inégalités trop grandes (voir *Annexe VII*).

Finalement, entre le projet haut-valaisan de dix dizains et le projet bas-valaisan de quinze districts, les ministres plénipotentiaires adoptent une solution de compromis. Ils accordent au Haut-Valais le vote collectif en diète, chaque dizain ne disposant que d'une voix. Mais ils réduisent le Valais oriental à cinq dizains, ceux de Môrel et de Rarogne n'en faisant à nouveau plus qu'un, comme en 1802. Le Valais central obtient le maintien du

district d'Hérens, mais non la création de celui d'Ayent. Le Bas-Valais obtient la création du « district de la Morge », qui portera le nom de dizain de Conthey, mais non la création du dizain de Bagnes, qui restera une simple commune, avec une superficie de 295 km<sup>2</sup>, supérieure à celle du canton de Genève.

Telles sont les dispositions du *pronunciatum* de Zurich, daté du 23 octobre 1814 et signé par Schraut pour l'Autriche, par Krüdener pour la Russie et par Addington pour la Grande-Bretagne.

Schraut complète le *pronunciatum* par une note du 29 octobre, adressée à Libérat de Courten, grand châtelain du dizain de Sion, accordant Saint-Léonard au dizain de Sion (comme le projet bas-valaisan du 15 octobre), mais laissant « le district de Sierre dans ses anciennes limites » <sup>62</sup>, ce qui constitue deux mesures incompatibles. Cette erreur est aussitôt relevée par Charles-Emmanuel de Rivaz qui, le 3 novembre, écrit à Libérat de Courten : « Je crois qu'il sera facile de rectifier cela, en joignant à votre dizain Grimsuat au lieu de Saint-Léonard » <sup>63</sup>. C'est aussi l'avis des ministres des puissances alliées qui doivent entrer dans ces détails, et décider du sort de Grimsuat ! Ils le font par une note du 20 janvier 1815, adressée à Léopold de Sépibus, devenu chef du gouvernement valaisan : « La commune de Saint-Léonard, appartenant au dizain de Sierre, restera réunie à ce dizain.

« En échange, la commune de Grimsuat fera partie de celui de Sion.

» Cette disposition, qui satisfait aux convenances locales, ainsi qu'aux vœux des dizains et des communes, servira de règle pour les arrangements ultérieurs » <sup>64</sup>.

Ainsi donc, le dizain de Sion garde Grimsuat, mais il perd Ayent, Arbaz et Savièse, qui sont incorporés dans le dizain d'Hérens, ainsi que Nendaz et Conthey (avec Vétroz), incorporés au dizain nouveau de Conthey.

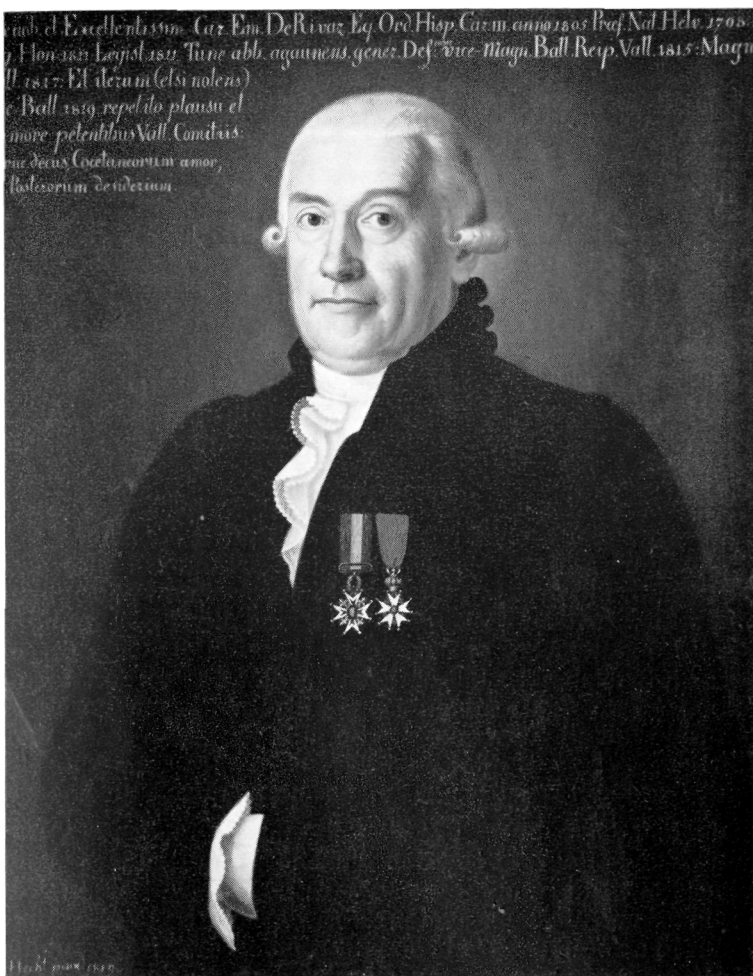
Mais la volonté des ministres de Grande-Bretagne, d'Autriche et de Russie est une chose ; et l'acceptation de leurs décisions par le peuple du Valais, et notamment par le Haut-Valais, en est une autre. Aussi, jusqu'au 12 mai 1815, la division territoriale dictée par les ministres le 23 octobre 1814 va-t-elle être battue en brèche par toutes sortes d'événements et revêtir un caractère essentiellement provisoire : aucune constitution acceptée par le peuple ne viendra la sanctionner.

<sup>62</sup> T 3/2/9 : Schraut à Libérat de Courten, Zurich, 29 octobre 1814, original.

<sup>63</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz, lettre à Libérat de Courten, du 3 novembre 1814, publiée dans *Vallesia*, t. XX, p. 152.

<sup>64</sup> AV, Fonds de Riedmatten 1/6/18 : Schraut à de Sépibus, Zurich, 20 janvier 1815, copie.





Charles-Emmanuel de Rivaz  
(1753-1830)

Portrait par Antoine Hecht, 1819  
Saint-Maurice, abbaye

Photo M. Barman, Monthey

## 2. Les événements politiques

Le 10 novembre 1814, une diétine du Bas-Valais se tient à Martigny. Elle décide de la création du dizain de Conthey conformément au *pronunciatum* des ministres. Ce dizain est formé des « deux communes de Conthey, Nendaz, en y joignant celles de Chamoson et Ardon, composant en tout une population de 4 400 âmes » et « M. l'ancien grand châtelain [Séverin] Duc fils, syndic actuel de Conthey », en assumera les fonctions de président. En outre « il a été convenu que le chef-lieu de ce dizain serait le bourg de Conthey »<sup>65</sup>. Mais, le même jour, une diétine du Haut-Valais se tient à Tourtemagne. On y décide de dépêcher des émissaires à toutes les communes du Valais absentes de cette diétine, et notamment à celles du Bas-Valais, pour les inviter à envoyer à Sion deux députés par commune à une assemblée constituante.

Cette assemblée appelée tantôt *Landsgemeinde*, tantôt *Conventus*, se tient à Sion du 16 novembre au 3 décembre 1814 et réunit quelque trois cents députés des communes. Elle accepte le 21 novembre la division territoriale proposée ou plutôt imposée par les ministres, et que les Bas-Valaisans n'ont pas voulu modifier, malgré toutes les pressions du Haut-Valais. Elle se sépare au soir du 3 décembre laissant à une diète prise dans son sein et composée de quatre députés par dizain le soin de signer la constitution qu'elle a élaborée et qui consacre cette division territoriale. La constitution du 5 décembre 1814 sera donc signée, tant par les députés du Haut-Valais que par ceux du Bas-Valais.

Mais, le 3 décembre, en séance de relevée, le *Conventus* constituant procède déjà à l'élection d'un nouveau gouvernement, en remplacement du gouvernement Taffiner, démissionnaire. Le matin, les Bas-Valaisans avaient observé que cette élection était prématurée : c'était mettre la constitution en activité avant qu'elle n'eût été acceptée par les conseils des dizains, c'est-à-dire par le peuple, et approuvée par les ministres des puissances alliées et par la Diète helvétique, toutes conditions qu'ils estimaient nécessaires à la mise en activité de la constitution. Les députés des communes des huit dizains au-dessus de la Morge et l'évêque passent outre à ces objections. Et, l'après-midi, ils élisent à eux seuls un gouvernement composé de Léopold de Sépibus, grand bailli, Charles-Emmanuel de Rivaz, vice-bailli, et Libérat de Courten, trésorier d'Etat. Conformément à la constitution élaborée, le chapitre se joint à l'évêque et aux députés des huit dizains pour

<sup>65</sup> Lettre des députés des dizains du Bas-Valais au gouvernement provisoire, publiée dans *Vallesia*, t. XX, p. 152.



Michel Dufour  
(1768-1843)

Portrait par un anonyme, ca 1800  
Propriété de M. Henri Dufour, à Sion

Photo Studio Camera, Sion

nommer ce gouvernement. Mais les députés des communes des cinq dizains bas-valaisans ont refusé de prendre place à l'assemblée et de participer à cette élection.

Aussi Charles-Emmanuel de Rivaz estime-t-il ne pas avoir le droit de prendre place au gouvernement. De plus, le dimanche 11 décembre, les députés du Bas-Valais tiennent une diétine à Martigny, et, comme en 1798 à Saint-Maurice, le Bas-Valais s'y proclame indépendant ! Cette décision est le résultat non seulement de l'élection du gouvernement du 3 décembre, mais encore des menaces et même des voies de fait exercées contre eux lors du *Conventus* constituant, où la violence s'était déchaînée dans la séance du 27 novembre. Ayant proclamé leur indépendance, les Bas-Valaisans nomment un gouvernement séparé qui prend le titre de « Commission » du Bas-Valais et compte cinq membres : Michel Dufour (Monthey), Charles-Emmanuel de Rivaz (Saint-Maurice), Philippe Morand (Martigny), Louis Pittier (Entremont) et Jean-Joseph Duc (Conthey).

Cela n'empêche pas Léopold de Sépibus d'entrer en fonctions le 12 décembre. Faute de Charles-Emmanuel, il fait entrer dans son gouvernement le cousin de celui-ci, Isaac de Rivaz, qui continue ainsi, depuis le conseil de préfecture, à faire partie de l'exécutif valaisan.

Or, Charles-Emmanuel de Rivaz, absent de Martigny lors de la proclamation de l'indépendance du Bas-Valais, la désapprouve, refuse de faire partie de la commission nommée et entraîne avec lui presque toutes les communes du dizain de Saint-Maurice, qui ne veulent pas se séparer du Haut-Valais.

Dans cette situation inextricable, les deux parties du Valais envoient chacune une députation à Zurich auprès des ministres plénipotentiaires : Michel Dufour et Jean-Joseph Duc pour le Bas-Valais, François Indermatten et Xavier Julier pour le Haut-Valais. Les ministres les désapprouvent tous. Ils condamnent aussi bien l'élection du gouvernement de Sépibus du 3 décembre que la proclamation de l'indépendance du Bas-Valais du 11 décembre. Le 20 janvier 1815, ils promulguent un véritable acte de médiation, sous forme de trois notes impératives, auxquelles David de Wyss, président de la Diète fédérale, s'associe par une quatrième. L'une de ces notes est un véritable projet de constitution. Tout est à recommencer.

Une diète constituante, formée des députations des treize dizains imposés par les ministres, se tient à Sion du 13 au 23 février 1815. Elle n'aboutit à rien. On se sépare non seulement sans constitution, mais dans la plus grande hostilité. Le Bas-Valais reprend aussitôt son indépendance. Et Charles-Emmanuel de Rivaz lui-même accepte, cette fois, d'entrer dans la commission gouvernementale du Bas-Valais séparé, qui se réunit à Saint-Maurice dès le 26 février.

Au soir du même jour, Napoléon quitte l'île d'Elbe. La France va bientôt entrer dans la période dite des Cent-Jours. De Sépibus songe alors à créer, sous le nom de Commission centrale, un organisme gouvernemental qui réunirait les deux parties du canton. Les Bas-Valaisans y entreront seulement le 24 mars. La Commission centrale prend dès ce jour un caractère militaire. Sa tâche essentielle consiste à mettre sur pied le contingent valaisan de l'armée fédérale destinée à défendre éventuellement les frontières de la Suisse.

Pour mettre fin à l'anarchie qui règne en Valais, une nouvelle diète constituante s'ouvre à Sion le 2 mai. Le 9, elle nomme un gouvernement régulier, avec Léopold de Sépibus comme grand bailli, Charles-Emmanuel de Rivaz comme vice-bailli et Libérat de Courten comme trésorier d'Etat. Le 12 mai, enfin, la diète donne au Valais une constitution qui proclame que le Valais est un canton suisse, et qui adopte la division territoriale définie par le *pronunciatum* des ministres du 23 octobre 1814. Le Valais est sorti du « provisoire » politique, dans lequel il était entré le 26 décembre 1813.

## CONCLUSION

### Le Valais des XIII Dizains

Le 4 août 1815 est signé à Zurich l'acte officiel de réunion du Valais à la Confédération suisse. Et le 7 août, les députés du Valais à la Diète fédérale, Gaspard-Eugène Stockalper et Michel Dufour, prêtent au nom du Valais le serment du Pacte fédéral. Alors que l'évêque de Sion, Xavier de Preux, a fait célébrer avec le maximum de solennité, les 11 et 17 avril 1814, l'entrée des troupes alliées dans Paris <sup>66</sup>, et qu'« en toute la Suisse, on chanta des *Te Deum* à l'occasion de l'acceptation solennelle du Pacte fédéral, il n'y a qu'en Valais où cet heureux état de choses, qui nous élève à la dignité et au rang d'Etat souverain, membre du Corps helvétique, reste sans aucune démonstration de joie publique et sans aucun témoignage de reconnaissance envers la Providence. C'est que les dizains allemands regardent comme un malheur pour eux ce qui fait le bonheur des Bas-Valaisans, et qu'ils sont plus humiliés d'avoir leurs anciens sujets pour frères et pour égaux qu'ils ne se trouvent honorés d'être devenus les égaux et les frères des anciens Suisses » <sup>67</sup>.

Même la division territoriale ne semble avoir été acceptée qu'à contre-cœur. L'*Almanach portatif du Valais pour l'année bissextile 1816*, imprimé à Sion comme l'*Annuaire de la préfecture du département du Simplon 1813*, auquel il succède, ne mentionne aucune autorité civile ou militaire, mais donne la liste complète des prêtres et religieux de chaque dizain <sup>68</sup>. Cette liste cependant ignore résolument l'existence du dizain de Conthey, dont les paroisses sont réparties dans les anciens dizains de Sion et de Martigny. Un « Avis », certes, « prévient le public de ne point s'arrêter » à ce détail, car « cette faute sera réparée à l'année prochaine ». L'année suivante, l'almanach, devenu *Etat du gouvernement de la République et canton du Valais*, donne la liste des autorités civiles et militaires, mais le « catalogue du Haut et très vénérable Clergé du diocèse de Sion » continue à ignorer, comme celui de 1816, l'existence du dizain de Conthey, qui n'apparaîtra, dans les listes du clergé, qu'à partir de 1818.

Le jour de la Fête-Dieu, 25 mai 1815, l'évêque de Sion a cependant béni « solennellement le drapeau aux nouvelles armes

<sup>66</sup> Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, vol. II, pp. 14-15.

<sup>67</sup> *Ibidem*, p. 141.

<sup>68</sup> Et non de chaque décanat. Ce n'est qu'à partir de 1839 que le Valais comptera onze décanats. Cf. J.-E. Tamini et Pierre Délèze, *Nouvel Essai de Vallesia christiana*, Saint-Maurice, 1940, p. 107.

de la république, qui sont treize étoiles sur fond blanc et rouge ». Hélas ! « languissant, sa mauvaise santé ne lui permet que d'assister pontificalement à la messe solennelle de cette grande fête, mais non de suivre la procession » <sup>69</sup>.

Le drapeau aux Treize Etoiles n'en est pas moins béni. Et, depuis cent cinquante ans, il est toujours présent à la procession de la Fête-Dieu du chef-lieu du Valais suisse, porté et escorté par de magnifiques gendarmes en uniforme très... napoléonien.

<sup>69</sup> Anne-Joseph de Rivaz, *op. cit.*, vol. II, p. 142.

## **Annexe I**

### *Députés à la diétine des dizains du Bas-Valais à Martigny*

*(14 janvier 1814)*

- Monthey : Pierre-Louis Du Fay  
[François] Delacoste  
Humbert Franc fils  
Pierre-Maurice Vuilloud
- Saint-Maurice : Charles Macognin de la Pierre  
Louis Biollay  
Frédéric Lugin
- Martigny : Philippe Morand  
Bruno Gay  
Etienne Claivaz  
Jean-Joseph Produit
- Entremont : François-Joseph Luder  
Valentin Darbellay  
Emmanuel Collombin  
Pierre-François Francière

(T 3/1/1 : Procès-verbal de l'assemblée, copie.)

## **Annexe II**

### *Députés des dizains à la diète extraordinaire des 30 mai - 1<sup>er</sup> juin 1814*

- Conches : Jean-Joseph Bürcher, grand châtelain  
Jean-François Taffiner, vice-président du conseil  
du gouvernement provisoire  
Dominique Weger, capitaine au ci-devant service  
de Piémont.
- Brigue : Adrien Walden, vice-grand châtelain  
Casimir de Sépibus, ci-devant juge de dizain  
François-Xavier Perrig, capitaine du dizain.
- Viège : François Indermatten, grand châtelain  
Pierre-Nicolas Fux, ci-devant grand châtelain  
Luc Deschalen, capitaine du dizain.



Mörel et Rarogne :	Léopold de Sépibus, ci-devant grand bailli Nicolas Roten [fils], grand châtelain Aloïs Roten, bourgmestre de Rarogne
Loèche :	François-Ignace de Werra, grand châtelain du dizain Alexis de Werra, capitaine du dizain Jean-Joseph Lorétan, syndic de la commune des Bains [de Loèche].
Sierre :	François-Nicolas de Chastonay, grand châtelain Joseph-Augustin de Preux, ancien grand ban- neret Adrien Bonivini, ci-devant président du dizain.
Sion :	Libérat de Courten, grand châtelain Jean-Joseph Duc, ci-devant président et grand châtelain de dizain Jean-Baptiste Jacquier, ci-devant grand châte- lain du dizain.
Hérémence :	Antoine Theiler, grand châtelain Charles Bovier, capitaine du dizain Vincent Favre, ci-devant président de dizain.
Martigny :	Etienne Claivaz, grand châtelain Louis Pittier, ci-devant grand châtelain Philippe Morand, bourgmestre.
Entremont :	François[-Joseph] Luder, grand châtelain Frédéric Gard, capitaine du dizain Pierre Ribordy, notaire, conseiller de Sembran- cher.
Saint-Maurice :	Joseph Chapelet, vice-grand châtelain [Charles] Macognin de la Pierre, commissaire de police, vice-bourgmestre Louis Biollay, notaire, conseiller de Saint- Maurice.
Monthey :	Pierre-Louis Du Fay, ci-devant président de dizain Grégoire Marclay, notaire Barthélemy Guillot, notaire.

L'évêque Joseph-Xavier de Preux préside la première séance.  
Puis un président est élu au bulletin secret. Obtiennent, sur 37  
votants :

Léopold de Sépibus	33 voix
Sa Grandeur Xavier de Preux	1 voix
Jean-François Taffiner	3 voix

Après l'élection du président Léopold de Sépibus, on nomme  
secrétaire de langue allemande : François-Ignace de Werra ;  
secrétaire de langue française : Philippe Morand.  
(T 5/1/11)

### Annexe III

*Répartition du sel entre les treize « cantons ou dizains »  
(5 janvier 1814)*

Brigue	70	quintaux
Conches	91	»
Mörel	34	»
Rarogne	70	»
Viège	106	»
Entremont	187	»
Martigny	162	»
Saint-Maurice	104	»
Monthey	139	»
Hérémence	80	»
Loèche	79	»
Sierre	128	»
Sion	217	»
Total	<u>1467</u>	<u>quintaux</u>

(T 1/3 - 4)

### Annexe IV

*Organisation du service des subsistances  
et convois militaires pour les troupes autrichiennes  
(10 janvier 1814)*

Commissaire en chef, à Sion : Maurice de Courten, châtelain.  
Commissaires d'arrondissement :

à Brigue : Simon Zenklusen  
à Sion : Louis de Riedmatten  
à Martigny : Jacques Berguerand.

(T 1/12)

## Annexe V

*Autorités judiciaires  
établies dans les treize dizains par Simbschen  
(21 janvier 1814)*

### *Grands châtelains*

Conches :	[Jean-Joseph] Bürcher, ex-grand châtelain
Mörel :	[Adrien] Walker, ex-grand châtelain
Brigue :	Gaspard[-Emmanuel] Stockalper, bourgmestre, ex-grand châtelain
Viège :	[Franz] Indermatten, ex-grand châtelain
Rarogne :	[Nicolas] Roten fils, ex-grand châtelain
Loèche :	[François-]Ignace Werra, ex-grand châtelain
Sierre :	[François-Nicolas] de Chastonay, ex-grand châ- telain
Sion :	Joseph-Eugène[-Libérat] de Courten, châtelain de nuit
Hérémence :	[Antoine] Theiler, ex-châtelain
Martigny :	[Etienne] Claivaz, ex-châtelain
Entremont :	[François-Joseph] Luder, ex-châtelain
Saint-Maurice :	[Joseph] de Nucé, ex-châtelain
Monthey :	[Pierre-Marie] de Lavallaz, ex-châtelain.

### *Vice-grands châtelains*

Conches :	[Ignace] Walpen, ex-major
Mörel :	[Jean-Joseph] Imhof, ex-major
Brigue :	[Adrien] Walpen, ex-grand châtelain
Viège :	Ignace Lang
Rarogne :	Aloys Roten
Loèche :	Franz Zen Ruffinen
Sierre :	Antoine Preux, ex-grand châtelain
Sion :	Emmanuel Riedmatten
Hérémence :	Vincent Favre
Martigny :	[Bruno] Gay, capitaine
Entremont :	[Frédéric] Gard, capitaine
Saint-Maurice :	Louis Preux
Monthey :	[Hyacinthe-Antoine] Vuilloud.

## Annexe VI

*Commission chargée  
d'élaborer le projet de constitution  
(11 juillet - 3 août et 11-16 septembre 1814)*

Conches :	[Jean-Joseph] Bürcher
Mörel :	[Léopold] de Sépibus
Brigue :	[Casimir de Sépibus]
Viège :	[François] Indermatten
Rarogne :	Nicolas Roten père
Loèche :	[ ? ] Julier
Sierre :	[François-Nicolas] de Chastonay
Sion :	[Libérat] de Courten
Hérémence :	[Antoine] Theiler
Martigny :	[D' Emmanuel] Gay
Entremont :	[François-Joseph] Luder
Saint-Maurice :	[Charles-Emmanuel] de Rivaz
Monthey :	[Michel] Dufour

(d'après Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais*, publ. par André Donnet, Lausanne, 1961, vol. II, pp. 23-24 ; complété et corrigé d'après T 3/3/1. Ce document fait connaître :  
le président de la commission : [Léopold] de Sépibus ;  
le secrétaire de langue française : [Michel] Dufour ;  
le secrétaire de langue allemande : [Casimir] de Sépibus.)

## Annexe VII

*Projet de division territoriale présenté par les députés du Bas-Valais aux ministres plénipotentiaires des puissances alliées à Zurich.*

*(15 octobre 1814)*

### Haut-Valais

#### *Arrondissement oriental*

<i>Population</i>		<i>Observations</i>
Conches	3 875	Les districts supérieurs restent dans leurs limites de dizains avec les mêmes chefs-lieux.
Brigue	2 992	
Viège	4 282	
Rarogne	4 113	
Loèche	3 588	18 850

#### *Arrondissement du centre*

Sierre	4 099	Sierre dans ses limites actuelles à l'exception de Lens et de Saint-Léonard.
--------	-------	--

Ayent	4 013		Le district d'Ayent comprend la commune d'Ayent, chef-lieu, celles de Lens, Savièse et Grismuat.
Sion	3 352		Le district de Sion est composé de la ville, des communes de Bramois, Salins, Veysonnaz et Saint-Léonard.
Hérens	3 699	<u>15 163</u> 34 013	Le district d'Hérens est formé des communes du dizain d'Héremence, Vex, chef-lieu.

### Bas-Valais

#### *Arrondissement occidental*

La Morge	4 434		Le district de la Morge comprend les communes de Conthey, Nendaz, Ardon et Chamoson.
Martigny	5 836		Celui de Martigny, dans les limites actuelles du dizain, excepté Ardon et Chamoson.
Bagnes	4 054		La vallée de Bagnes forme un district de ce nom, avec la commune de Vollèges.
Sembracher	4 229		Les autres communes d'Entremont, avec celle de Bovernier, constituent le district de Sembracher.
Saint-Maurice	4 534		Les districts de Saint-Maurice et Monthey restent dans leurs limites actuelles.
Monthey	6 427	<u>29 514</u> 63 527	

## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos . . . . .	11
Introduction	
1. Les treize cantons du département du Simplon .	14
2. Le conseil de préfecture (26-31 décembre 1813) .	17
I. Les treize dizains napoléoniens (1 <sup>er</sup> janvier - 23 octobre 1814)	
1. Les gouvernements . . . . .	22
2. La division territoriale . . . . .	29
II. Les treize dizains des Alliés (23 octobre 1814 - 12 mai 1815)	
1. La division territoriale . . . . .	37
2. Les événements politiques . . . . .	40
Conclusion	
Le Valais des XIII Dizains . . . . .	44
Annexes	
I. Députés à la diétine des dizains du Bas-Valais à Martigny (14 janvier 1814) . . . . .	46
II. Députés des dizains à la diète extraordinaire des 30 mai-1 <sup>er</sup> juin 1814 . . . . .	46
III. Répartition du sel entre les treize « cantons ou dizains » (5 janvier 1814) . . . . .	48
IV. Organisation du service des subsistances et convois militaires pour les troupes autrichiennes (10 janvier 1814) . . . . .	48
V. Autorités judiciaires établies dans les treize dizains par Simbschen (21 janvier 1814) . . . . .	49
VI. Commission chargée d'élaborer le projet de constitution (11 juillet-3 août et 11-16 septembre 1814) . . . . .	50
VII. Projet de division territoriale présenté par les députés du Bas-Valais aux ministres plénipotentiaires des puissances alliées à Zurich (15 octobre 1814) . . . . .	50